

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 12/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MHM MANUFACTURE DE HAUTE MAROQUINERIE**

ZAE Les Combaruches  
825 boulevard Jean Jules Herbert  
73100 Aix-les-Bains

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement MHM MANUFACTURE DE HAUTE MAROQUINERIE implanté ZAE Les Combaruches 825 boulevard Jean Jules Herbert 73100 Aix-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 04/05/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a eu lieu en période de travaux de rénovation énergétique du bâtiment débutés en mai 2022, et qui devraient s'achever au printemps 2024.

La présente inspection a porté sur les thématiques suivantes :

- l'étude incendie;
- la consommation d'eau et les rejets aqueux;
- les installations électriques;
- les niveaux acoustiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MHM MANUFACTURE DE HAUTE MAROQUINERIE
- ZAE Les Combaruches 825 boulevard Jean Jules Herbert 73100 Aix-les-Bains
- Code AIOT : 0006108959
- Régime : Autorisation

L'entreprise MANUFACTURE DE HAUTE MAROQUINERIE du groupe HERMES INTERNATIONAL est située ZAE des Combaruches, sur les hauteurs d'Aix-les-Bains.

L'activité principale du site est la fabrication d'articles de maroquinerie à partir de cuirs tannés et teintés. Les opérations de tannage et de teinte ne sont pas réalisées sur le site d'Aix-les-Bains.

Au titre de la réglementation des Installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) le site est classé sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2360 relative aux "ateliers de maroquinerie ou travail des cuirs et peaux". Le site est également classé sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2355 "Dépôts de peaux".

L'effectif présent sur site est d'environ 290 salariés. Le site fonctionne du lundi au vendredi de 6h45 à 17h30.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2019, article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
4	VLE rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 4.3.6 et 4.3.10	/	Sans objet
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	/	Sans objet
6	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.2.1	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'étude incendie demandée par l'exploitant à la suite de la précédente inspection en date du 24 janvier 2022 n'a pas été transmise dans le délai imparti. Cette étude est en cours de réalisation, et compte-tenu de l'ampleur des travaux de rénovation énergétique en cours depuis mai 2022, l'échéance de transmission de cette étude est fixée à 3 mois à compter de la notification de la lettre de suite préfectorale.

## 2-4) Bilan des constats hors points de contrôle

La société MHM a déposé le 11 avril 2022 un rapport à connaissance pour la rénovation énergétique du bâtiment. L'objectif est de diminuer la consommation énergétique du site, ainsi que le recours aux énergies fossiles par le remplacement des deux chaudières fonctionnant au gaz naturel par des pompes à chaleur. Celles-ci contiendront chacune 52kg de fluide frigorigène R32, non classé au titre de la rubrique 4310 le seuil de déclaration n'étant pas atteint. Le projet n'engendre pas d'évolution du classement ICPE.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2019, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau d'extinction incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui – Inspection du 24/01/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Suite inspection du 24/01/2022 :</u> Une étude incendie sera réalisée par un bureau d'étude spécialisé afin de valider les dispositions mises en place (nombre, quantité et nature des extincteurs nécessaires à la défense incendie du site). Cette étude sera transmise à l'inspection des installations classées sous 6 mois.
<b>Constats :</b> L'étude n'a pas été transmise à l'inspection dans le délai imparti. Elle est en cours de réalisation par la société SNEF, le retard s'explique en partie, selon l'exploitant, par les travaux de rénovation énergétique des bâtiments démarrés en mai 2022 et prévus jusqu'au printemps 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation des produits concernés doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan de localisation des risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Origine de la ressource en eau : Réseau public d'Aix-les-Bains Prélèvement maximal annuel : 3000 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> La consommation annuelle du site est d'environ 2000 m <sup>3</sup> , prélevée sur le réseau d'eau public. Le process ne requière pas l'utilisation d'eau, la consommation est uniquement domestique (la moitié pour le restaurant de l'entreprise). L'exploitant a répondu au sondage sécheresse, il demande une adaptation aux réductions des prélèvements imposés par l'arrêté cadre sécheresse, en se déclarant "cas 1" : prélèvement net de moins de 1000 m <sup>3</sup> d'eau par an dans le milieu et de moins de 7000 m <sup>3</sup> d'eau par an pour le total prélevé (milieu et eau provenant du réseau d'eau potable). Par ailleurs, des actions de sensibilisation pour un bon usage de l'eau ont été faites à destination de l'ensemble du personnel, y compris les prestataires du restaurant et de l'équipe de nettoyage. La consommation hebdomadaire réelle est affichée et visible par l'ensemble des salariés, avec un objectif à atteindre de 40 m <sup>3</sup> /semaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : VLE rejet aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 4.3.6 et 4.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets eaux de process et eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents rejetés doivent respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• température : &lt;30°C;</li> <li>• pH entre 5,5 et 8,5;</li> <li>• couleur : modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange &lt; 100 mg Pt/l;</li> </ul> Pour les eaux pluviales non polluées, les VLE sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• MEST : 35 mg/l;</li> <li>• HCT : 10 mg/l.</li> </ul>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 4.3.6 et 4.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets eaux de process et eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les derniers rapports de mesures des rejets d'eaux pluviales et domestiques, les résultats sont conformes aux VLE réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques ainsi que le certificat Q18. Ce dernier conclut qu'aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification et que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à urgence réglementée, d'une urgence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de bruit du 9 juin 2021. Les mesures des niveaux sonores émis dans l'environnement effectuées les 7 et 8 juin 2021 ont permis de montrer que les installations respectent les critères définis par l'arrêté spécifique au site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet